

dique qui légalise les droits, les aspirations et les privilèges de la bourgeoisie réactionnaire italienne. Les bolcheviks-léninistes italiens, déclarent que seule la révolution prolétarienne peut affranchir les masses italiennes laborieuses du joug de la bourgeoisie, en leur accordant tout le pouvoir politique, mais ne se désintéressent pas néanmoins des luttes parlementaires et ne négligent rien pour accélérer la maturité politique des masses par leur participation aux campagnes électorales, et l'utilisation de la tribune du parlement bourgeois.

Ils réclament à ce propos :

— a) le droit de vote et d'éligibilité pour tout homme et femme à partir de l'âge de 18 ans, et la révocabilité des élus par leurs électeurs.

— b) le renoncement définitif aux colonies, et la reconnaissance de leur plein droit à l'indépendance totale.

— c) la suppression du sénat.

— d) la séparation de l'Eglise et de l'Etat, et l'annulation des traités de Latran, qui légalisent l'ingérence réactionnaire du Vatican dans la vie politique et sociale du pays.

— e) le remplacement des forces de l'armée bourgeoise et de la police bourgeoise, par l'entraînement général militaire du peuple sous le contrôle des syndicats, l'armement général du peuple et la constitution des milices ouvrières, seule garantie contre les menaces néo-fascistes.

— f) l'opposition à tout « traité de paix » comportant des réparations et des annexions.

— g) une réelle épuration et le châtiment des dignitaires fascistes par des comités populaires d'épuration et des tribunaux populaires.

1° — Pour l'organisation de l'opposition révolutionnaire au sein de la C.G.I.L.

Flanqués par les socialistes majoritaires, les stalinien dominent dans les syndicats de la *Conferenza Generale Italiana del Lavoro* (C.G.I.L.). Mais cette puissance, ils l'ont mise non pas au service des luttes revendicatives des masses, mais au service de leur politique de collaboration et de compromis avec la bourgeoisie.

Les bolcheviks-léninistes italiens ont la tâche de construire au sein de la C.G.I.L., avec tous les autres courants révolutionnaires du mouvement ouvrier italien, une opposition révolutionnaire syndicale à l'échelle nationale, qui luttera sur les principes suivants :

— a) pour la lutte directe du prolétariat contre toute forme de collaboration de classe.

— b) pour la démocratie prolétarienne dans les syndicats, pour le droit de chaque tendance de s'exprimer librement et de se représenter proportionnellement dans tous les organes dirigeants.

— c) pour l'unité syndicale, contre toute tendance de scission qui prend prétexte de la conduite bureaucratique et réactionnaire de l'actuelle direction stalinienne-socialiste de la C.G.I.L., pour l'abandonner et diviser le front prolétarien.

— d) pour la mise en avant du programme de revendications économiques actuelles du prolétariat, l'appel à la lutte directe pour ces revendications et l'organisation de cette lutte.

Les bolcheviks-léninistes italiens, s'efforceront de donner à cette opposition révolutionnaire syndicale un caractère organique et de l'animer par la publication d'un organe central syndical qui défendra ses principes.

2° — Gouvernement ouvrier sans ministres capitalistes.

Ni les socialistes, « majoritaires » ou « minoritaires », ni les stalinien, ne posent la candidature exclusive des partis

ouverts, au gouvernement pour qu'ils puissent appliquer un programme minimum ouvrier.

Les bolcheviks-léninistes italiens, tout en faisant une propagande systématique pour l'idée de la dictature du prolétariat, seul régime politique qui peut appliquer le programme socialiste de la révolution prolétarienne, ne cessent de lancer contre les directions traditionnelles « socialiste » et « communiste », cette accusation capitale de ne pas vouloir rompre avec la bourgeoisie et prendre tout le pouvoir pour appliquer le minimum de mesures qu'implique la situation actuelle du pays, vue sous l'angle des intérêts des masses laborieuses.

Aux ouvriers socialistes et communistes qui suivent ces directions, les bolcheviks-léninistes expliquent que seul un *gouvernement ouvrier sans ministres capitalistes* est capable de donner satisfaction à leurs revendications élémentaires et demandent à ce qu'ils exercent toute leur pression pour que leurs directions rompent la coalition avec la bourgeoisie et prennent seules le pouvoir. Un tel gouvernement n'est pas concevable s'il ne s'appuie pas sur les masses, s'il n'est pas contrôlé par elles, s'il ne commence pas, grâce au soutien des masses, à s'attaquer aux cadres même du régime capitaliste, sans égards pour la légalité parlementaire et juridique bourgeoise.

Cette revendication transitoire du *gouvernement ouvrier sans ministres capitalistes*, adressée systématiquement en direction des ouvriers socialistes et communistes, prend une importance particulière dans les périodes de *crise gouvernementale* et à chaque grand sursaut des masses (grèves d'ampleur nationale, etc.) qui posent le problème gouvernemental et met en évidence, à la fois la faiblesse de la bourgeoisie et les liens traîtres que maintiennent avec celle-ci les directions traditionnelles.

3° — Unité d'action et front unique.

La division du prolétariat en plusieurs tendances politiques est un fait qui a ses raisons dans la non-homogénéité de la classe ouvrière et les voies et rythmes différents avec lesquels chaque partie du prolétariat fait sa propre expérience. D'autre part, seule l'unité d'action du prolétariat peut rendre efficace la lutte contre la bourgeoisie et permettre, à la lumière de cette lutte, la confrontation des différentes lignes et le regroupement prolétarien sur une base révolutionnaire. Pour ces raisons les B.L. italiens préconisent systématiquement la nécessité de l'unité d'action du prolétariat et la tactique du *Front unique ouvrier* en re toutes les organisations qui s'appuient sur le prolétariat et parlent en son nom.

La tactique du *Front unique ouvrier* n'a rien de commun avec les *fronts populaires* stalinien.

Le *Front unique ouvrier* est une alliance passagère exclusivement entre organisations ouvrières pour des objectifs précis de classe, tandis que la conception stalinienne du front populaire est une alliance entre le prolétariat et certaines fractions de la bourgeoisie, sur une plateforme bourgeoise.

L'efficacité tactique du *Front unique ouvrier* employé par les bolcheviks-léninistes italiens, envers les autres organisations ouvrières, ne croîtra, qu'au fur et à mesure que leurs appuis dans les masses se multiplieront et par conséquent aussi au fur et à mesure que leur pression réelle sur les directions traditionnelles augmentera. C'est pour cette raison que les B.L. en Italie, insistent entre temps, principalement sur la nécessité de l'unité d'action du prolétariat et réservent leurs propositions de front unique, aux autres organisations ouvrières, pour des cas concrets et limités.

« Libération » entre le Nord et le Sud de l'Italie, l'amnistie aux responsables fascistes, le vote à la Constituante, entre autres, des traités de Latran, etc... Toute cette politique est d'ailleurs incluse dans leur ligne politique générale de collaboration au pouvoir bourgeois.

Mais le P. C. italien n'est plus aujourd'hui, comme du reste tous les partis stalinien dans le monde, que l'agent en Italie de la bureaucratie soviétique, au service exclusif des intérêts de sa politique extérieure.

Il n'agit pas en fonction de la perspective de la prise du pouvoir, par la révolution prolétarienne et des intérêts des masses italiennes, mais exclusivement en fonction du jeu diplomatique de la bureaucratie soviétique à chaque conjoncture internationale. Il ne cherche pas à renverser la bourgeoisie, mais seulement à contrecarrer le plus possible son orientation pro-américaine et à la rapprocher ou la neutraliser par rapport à la bureaucratie soviétique.

Pour cette raison, il sacrifie sciemment les intérêts des masses, pour faire prévaloir devant la bourgeoisie italienne sa capacité de freiner, saboter et trahir les luttes ouvrières, et lui

garantir par les sacrifices imposés à la classe ouvrière, le relèvement de sa force économique et restreindre ainsi sa dépendance de l'impérialisme américain.

Prêt à tous les compromis et toutes les trahisons pour récupérer une place dans l'équipe gouvernementale, le parti stalinien italien, est actuellement le principal démoralisateur des masses italiennes et le principal obstacle au regroupement des forces révolutionnaires.

Le *Partito Socialista Italiano* (P.S.I.), sous la direction de Basso, Nenni, Lombardo et Morandi, est considérablement affaibli par la concurrence du parti stalinien, et la scission de janvier 1947. Tel qu'il est aujourd'hui, il est d'ailleurs loin d'être homogène politiquement.

Il maintient cependant encore une base ouvrière relativement forte, en tous cas plus considérable que celle de la S.F.I.O. en France.

Au lendemain de la « libération », il a développé un programme plus à « gauche » que le parti stalinien — dans la mesure où, en l'absence de toute directive précise et étroite, il était plus sensible à l'atmosphère politique du pays et aux réactions de sa base. En maintes occasions, il a eu une attitude plus conséquente par rapport à ses principes — réformistes — que l'attitude du parti stalinien, par excellence, opportuniste. Cependant, et comme il était facile de le prévoir, il n'a jamais pu se dégager de son idéologie réformiste et, sous la pression du stalinisme et de l'évolution de la situation, il a progressivement abandonné une série de positions « progressives » qu'il défendait au lendemain de la « libération » (voir son attitude sur le problème de la monarchie dans les premiers temps), pour devenir toujours plus un comparse de la politique stalinienne.

Le *Partito Socialista dei Lavoratori Italiani* (P.S.L.I.), que Saragat a formé après la scission de janvier 1947, est une organisation éminemment hétérogène, qui rassemble divers courants, qui s'étaient précédemment développés dans le P.S.I.U.P. (parti socialiste italien d'unité prolétarienne), avec des directions politiques différentes. Saragat lui-même et sa tendance (Critica Sociale) — qui ont pris la direction du parti en main, dès le lendemain de la scission et lui ont imprimé un net caractère réformiste de « droite », (voir attitude du parti, lors de la constitution du dernier cabinet de Gasperi) — représentent la droite du socialisme italien, qui véhicule dans le mouvement ouvrier, l'influence de l'impérialisme américain et de la bourgeoisie italienne. Son « anti-stalinisme » est l'anti-stalinisme réactionnaire bourgeois.

Par contre, les courants anti-stalinien et anti-nenni des jeunes (essentiellement de la tendance « Iniziativa Socialista ») qui ont trouvé momentanément refuge dans ce parti, représentent des courants progressifs qui reflètent la réaction à la politique du réformisme « socialiste » et néo-réformisme des stalinien et aux méthodes bureaucratiques des anciennes directions. Cette tendance des jeunes, n'arrive cependant pas

à une claire vision de la nécessité, de la construction d'un parti révolutionnaire autonome. Ce défaut de courage politique et d'expérience, risque de faire échouer une tendance éminemment révolutionnaire de la jeunesse italienne, en des tentatives stériles de construction de partis centristes.

Privé de l'appui des jeunes, le parti de Saragat sera condamné à végéter, et ne jouera aucun rôle important dans la classe ouvrière, avec laquelle il a perdu presque tout contact.

La crise du « socialisme » italien, n'est d'ailleurs pas résolue avec la constitution de ces deux tronçons de partis. La scission, en effet, ne s'est pas faite sur des problèmes politiques, et il est fort probable que des scissions successives dans le P.S.I. (Nenni contre Basso), et dans le P.S.L.I. (Saragat contre les jeunes), donnent un aspect définitif au parti réformiste italien.

Le *Partito Comunista Internazionalista* (bordiguista), est une organisation restreinte de militants révolutionnaires dont le « doctrinarisme de gauche » les empêche de sortir des cadres d'une propagande générale, des principes communistes, parmi les éléments de l'avant-garde ouvrière et de devenir un véritable parti révolutionnaire des masses.

Leur incompréhension de la politique léniniste, pour conquérir les masses par l'utilisation révolutionnaire des mots d'ordre transitoires, de la tactique du front unique, etc... les condamnent à l'existence d'une secte, dévouée bien sûr au prolétariat, mais sans aucune perspective historique.

La véritable contribution dans l'accomplissement de la révolution prolétarienne en Italie, que les révolutionnaires italiens attendent du P.C. Internationaliste, c'est de voir ses militants participer activement à la préparation de la révolution sociale en Italie, s'insérant dans un organisme révolutionnaire, dont ils respectent la discipline tout en ayant le droit de défendre à son intérieur leurs idées particulières.

En ce qui concerne le *mouvement trotskyste* en Italie, il n'en est encore qu'à ses débuts, aussi bien du point de vue organisationnel que du point de vue d'une clarification idéologique.

Son avantage principal par rapport à tous les autres courants révolutionnaires, est l'existence de la IV<sup>e</sup> Internationale et de son programme qui aideront les trotskystes italiens, à élaborer en Italie une politique léniniste, exempte de toute tare opportuniste et sectaire.

Les trotskystes italiens ont la mission d'œuvrer pour la construction d'un grand parti révolutionnaire de masse en Italie, qui seul, peut ouvrir avec succès la perspective de la révolution prolétarienne.

Ensemble avec tous les autres révolutionnaires italiens, qui arrivent par leurs expériences diverses à comprendre cette nécessité impérieuse, ils jetteront les bases de ce parti, qui grandira en s'inscrivant dès le début dans les luttes quotidiennes des masses italiennes.

Juillet 1947

## VI. — Thèses du P. O. C.

### a) Schéma de thèses pour la IV<sup>e</sup> Internationale

(publié dans le N° 1 du B.I. du P.O.C. italien)

1. - La IV<sup>e</sup> Internationale communiste est le parti, donc la direction révolutionnaire du prolétariat mondial.

2. - La classe ouvrière, pour devenir la classe dominante, doit détruire violemment la classe bourgeoise.

3. - Pour transformer l'Etat bourgeois en un Etat prolétarien, il est indispensable d'exercer la dictature du prolétariat.

4. - La tactique du front unique et des fronts populaires ainsi qu'elle fut déterminée au 3<sup>e</sup> Congrès de la III<sup>e</sup> Internationale, doit être considérée comme contre-révolutionnaire et les expériences « historiques » de France et d'Espagne, pour ne pas rappeler celles plus lointaines de la participation du parti communiste allemand aux gouvernements de Saxe et de Thuringe, ne tolèrent aucun doute.

Sur un plan stratégique, les partis communistes se posent comme tâche la conquête des postes avancés de la bourgeoisie, pour pouvoir conquérir plus facilement ensuite tout le pouvoir politique; mais la conquête de ces postes avancés, au prix de l'alliance avec d'autres partis non révolutionnaires, même si soi-disants prolétariens, ne représente pas un avantage pour la lutte révolutionnaire définitive, car non seulement toute action positive est utilisée au bénéfice des autres partis non-révolutionnaires, mais on crée dans les masses prolétariennes l'illusion très dangereuse — spécialement en période pré-révolutionnaire — de la possibilité de la conquête du pouvoir, même par voie légale. Les « ententes » pourraient être utiles

sur le terrain politique s'il y avait la possibilité d'exercer une influence sur la base des militants encore indécis des partis pseudo-prolétaires, mais à condition, toutefois, que l'on ne se trouve pas en face d'organisations basées non sur le centralisme démocratique, mais sur le centralisme organique, comme c'est le cas aujourd'hui pour tous les partis soi-disants prolétaires indistinctement.

Nos perspectives sur le terrain syndical sont au contraire différentes, même si dans ces organisations se fait sentir le poids du centralisme bureaucratique.

Dans les masses organisées (syndicalement), il est toujours possible d'exercer une influence, et cette possibilité est aujourd'hui plus que jamais favorisée par les difficultés croissantes de la situation économique de l'après-guerre, qui n'exclut pas, mais annonce, au contraire, l'ouverture d'une période nettement révolutionnaire.

D'autre part, la tactique adoptée par Lénine en 1917, fut celle d'une absolue intransigeance politique, c'est-à-dire révolutionnaire, par rapport aux autres groupements politiques et par rapport à Kautsky. On ne peut davantage considérer comme un « pacte » et encore bien moins comme un « compromis » avec les autres partis, la « trêve » successive pendant la menace de Kornilov. Celui qui ne craignait pas d'éloigner du parti les divers Zinoviev, Kamenev, Rikov, Noglin, Miliutin, « qui au moment de la révolution d'octobre manifestaient